

Le projet socio-politique du développement durable

Henry OLLAGNON, 2001

Je me souviens d'un exposé qu'on avait eu sur la prospective, et un philosophe nous disait qu'il y a des faits prospectifs, des signaux faibles que certains savent voir. A propos des signaux faibles, Chardin m'a beaucoup inspiré et a écrit à son ami Huxley (qui venait d'ailleurs d'écrire *Le Meilleur des Mondes*, livre traitant de la fonctionnarisation calculée à outrance de la gestion génétique de l'homme par la société). Chardin, lui dit « je suis aussi pessimiste que vous pour 4 raisons » :

1. D'abord parce que pour maîtriser le vivant et l'homme, il faut agir sur toute l'humanité, or l'humanité est en train de devenir une. Nous sommes en 1951, et je me demande comment quelqu'un pourra prendre le pouvoir sur cette entité qui est en train de se construire.
2. Le deuxième point, je crois que vous faites erreur, ce ne sont pas les caractères exceptionnels qui poseront problème demain, ce sera la prise en charge des constantes de la base du vivant. Donc, ce n'est pas l'exceptionnel, c'est le quotidien qui va poser problème.
3. Ensuite troisième point, un système dans lequel il n'y a plus d'individus (dans le système d'Huxley l'individu disparaît complètement), engendre cette société hautement complexe où chaque acteur va se trouver confronté aux conséquences de ces choix qui seront sans commune mesure avec les causes initiales. Cela veut dire que dans cette société hautement complexe, un acteur, un individu peut générer des phénomènes extraordinairement importants, des impacts non prévisibles. Je crois qu'il n'y a pas besoin de faire de dessin !
4. Et enfin, dernier point, la vision que nous avons de ce qui est important c'est le struggle for life de Darwin, soit c'est le plus fort qui gagne ! Dans cette société hautement complexe, ce sera le plus apte à l'action complexe qui gagnera !

C'est ce qui m'a inspiré dans mon chemin et c'est pour cela que j'ai fait de la biologie. Quand j'ai fait de la biologie, j'ai vu que personne ne posait de questions politiques, alors j'ai fait des sciences politiques et de l'économie et là personne ne se posait de questions du vivant. C'est donc par accident que je me suis retrouvé au Ministère de l'Agriculture pour traiter un problème qui m'était strictement personnel : la gestion du vivant en bonne santé. Beaucoup s'occupent du vivant malade et personne du vivant en bonne santé et encore plus au niveau de l'humanité ! J'ai progressivement été amené à voir qu'un énorme problème se posait, et c'est de cette question dont je vais vous parler. Je vais vous en parler autour de la notion de développement durable.

La notion de développement durable¹

La notion de développement durable apparaît autour des années 1990, et cela d'une façon difficilement compréhensible pour la culture française. Cela apparaît à un moment où, au niveau international, les promoteurs de l'environnement, surtout du nord de l'Europe, les anglo-saxons, les Norvégiens, les Suédois, qui ont une pratique de bien commun de proximité, ont voulu étendre une prise en charge de la nature au

¹ Intitulé de propos ajouté à la transcription

niveau mondial. Ils se heurtent au niveau international à tous les pays du monde qui leur disent : « est-ce que ce ne sont pas là les préoccupations de pays riches ? et est-ce que vous n'êtes pas en train de nous faire payer votre souci de prise en compte de l'environnement, alors que nous allons mourir ? ». Je retrouve un peu ce que nous avons vu en Biélorussie sur un petit village où les habitants nous ont dit qu'ils préféreraient mourir de contamination que de faim !

En 1990, le concept de développement durable s'est présenté comme une sorte de dérégularisation de la pensée. Il définissait la prise en compte positive de l'écologie, de l'économie et de la société. Le dire au niveau mondial, c'était le dire en disant : « on se donne un droit de regard chez vous ! ». Le véritable problème, c'est que personne n'a dit comment il fallait le faire ! La notion de développement durable est donc devenue le caractère d'un mot valise ou d'un mot contenance sans contenu. C'est surtout un mot dont il faudra définir le contenu sémantique au fil des actions.

Ce qui est très intéressant, c'est que les grandes entreprises mondiales ont perçu beaucoup plus vite les conséquences de cette notion de développement durable parce qu'elles se sont vues comme questionnées par n'importe qui, sur n'importe quoi. Cela n'a pas été du tout le cas de la France. En France, nos entreprises, nos corps sociaux ont cru qu'ils étaient encore sous la protection des ordres socio-politiques existants. En France, pendant 5 ou 6 ans après la ratification de la notion de développement durable, le concept a été perçu comme une réalité lointaine pour nombre d'acteurs publics et privés. Or, il se trouve qu'aujourd'hui, on comprend mieux le poids et le champ de cette notion. La notion de développement durable, telle qu'elle était perçue alors, c'était : « on fait notre pratique économique et sociale habituelle mais on prend en compte l'enveloppe qui est la nature ! ». Autrement dit, c'est une nature extérieure que l'on va essayer de protéger sans changer de trop le quotidien de la décision. Pourtant, c'est au cœur des sociétés que se pose la question de la durabilité.

L'émergence de la complexité²

Les accidents brutaux comme Tchernobyl ou la vache folle, mais aussi des crises comme la dégradation de l'agriculture, de la relation de l'homme à la nature, de la crise de la chasse, de l'ambiance des villes et bien entendu des questions de sécurité se posent aujourd'hui de façon éclatée, mais également de façon très convergente à tous les acteurs publics et privés. C'est comme si le Vivant déstabilisait les fondements de l'économie et les fondements de la société. Je dis « déstabilise » parce que je ne pense pas que ce soit forcément négatif, pour moi c'est davantage une crise au sens grec du terme *crisis*, soit le moment où change le cours des choses. Je suis quand même plutôt constructif quelque part !

Mais il est important de comprendre que cette déstabilisation a plusieurs aspects et l'un des aspects les plus importants est que l'émergence du vivant, c'est l'émergence de la complexité. Cette émergence de la complexité bouscule notre culture, notre mode, notre façon de poser des problèmes. Nous avons construit depuis peut-être 5000 ans avant le Christ, avec l'apparition de l'Etat, un mode de réduction légitime du complexe à la fois scientifique, économique et juridique qui est imposé par des catégories que nous reconnaissons tous et avec lesquelles nous pouvons travailler ensemble.

Or, les catégories de l'économie, les catégories de la science, les catégories du droit sont déstabilisées par ces réalités du vivant qui les traversent. Ce qui fait qu'aujourd'hui nous avons une perception intime des

² Intitulé de propos ajouté à la transcription

questions du vivant, mais que nous avons une très grande difficulté pour avoir une action sociétale ou entrepreneuriale. On a une rupture très profonde entre l'intime et l'universel. Nous sommes mis en cause en tant que personne mais aussi en tant que société.

Cette crise se vit de façon complexe, il y a la réalité naturelle qui est en cause, il y a le comportement des hommes. Cette crise du vivant met en jeu de multiples acteurs et ces multiples acteurs vont former une sorte de complexe multi-acteurs qui, lui, est la source du problème et le lieu de la solution. Malheureusement, ces complexes multi-acteurs nous ne savons pas les identifier. Quand sur un territoire se vit une crise, il est très difficile de reconnaître qui est concerné et qui peut agir ; pas plus les institutions publiques que les institutions privées d'ailleurs. Cela détruit cette vieille construction romaine que nous avons à l'esprit où tout ce qui n'est pas individuel est collectif, où l'Etat est garant des équilibres.

Ces complexes multi-acteurs déstabilisent donc le cœur de nos institutions. C'est ce rapport dans la prise en charge, dans la construction de la prise en charge, à la fois individuelle et collective, qui est déstabilisée au sein de chacun d'entre nous. A la limite, on est tous dans le même bateau, c'est nous qui générons le problème et la question qui est posée est : « comment se fait-il que l'on n'arrive pas à le traiter ? ».

Finalement, cette question du dessein commun va porter comme une question très lourde sur le monde indifférencié du politique. C'est-à-dire qu'il y a des acteurs politiques de différents niveaux mais la société ne trouve plus de champs de rencontre, de communication, de négociation et donc d'émergence d'un dessein commun que chacun des acteurs jugera suffisamment solide et acceptable pour l'investir. Cela entraîne fatalement un désinvestissement des réalités du vivant, des réalités complexes et multi-acteurs.

Mon propos était que, finalement, c'est peut-être à travers le vivant que l'on a l'issue de la crise. Autrement dit la question du vivant, c'est peut-être l'occasion de refonder le développement durable, de refonder le mode d'agir et de vivre ensemble. Pour faire court et en résumant les acquis des différentes interventions qu'on a pu entendre, je dirai qu'il y a quatre questions clefs qui sont à notre portée.

La première, c'est de *considérer ce qu'est le vivant, sans fermeture, et arriver à contempler ensemble la qualité totale du vivant.*

Faire en sorte que nous ayons des outils, des méthodes qui permettent de faire se rencontrer les intelligences singulières de chacun pour qu'elles viennent en convergence, en synergie sur une conception suffisamment riche de ce qu'est le vivant. Par exemple : quand on parle de l'ours dans les Pyrénées, il est bien clair qu'il n'y a pas que l'ours en tant qu'animal, il y a la qualité de la population des ours, il y a la qualité des habitants, mais il y a aussi la qualité des relations de chacun à l'ours, de chacun à l'habitat et la qualité des acteurs entre eux par rapport à cette question. On ne peut pas se tenir à une vision qui serait extrêmement réductrice d'un vivant biogéologique car cette conception est beaucoup trop restreinte. Il faut que, finalement, l'intelligence de tous ceux qui iront prendre en charge le problème puisse être prise en compte.

Et pour cela il faut une démarche proactive, une démarche qui va vers les acteurs qui sont concernés si on veut qu'ils s'engagent. Deuxième point, cette qualité du vivant vit aujourd'hui la fin d'une illusion. C'est-à-dire que l'univers, ce que j'appellerai l'univers de la réduction légitime du complexe, cet univers scientifique, économique et judiciaire a considéré que pour maintenir sa propre pérennité, on pouvait laisser courir le vivant. C'est la compétition, on doit tous aller en ville, il n'y a pas de problème, c'est la loi du monde et il faut

s'y soumettre ! Donc, première démarche : on laisse faire, cela se dégrade, tant pis ! Autre démarche : il faut contraindre, il faut mettre des normes parce que le vivant se dégrade et c'est très grave. Mais, petit à petit, on est en train de construire une réduction systématique de la liberté de nos enfants, c'est-à-dire en leur disant l'ours, il ne faut pas le tuer, mais il ne faut pas non plus embêter l'arbre ici, il ne faut pas faire ceci, cela. Donc, on aura opéré quelque chose d'extrêmement dangereux, d'une part on aura fait du vivant un signe d'une contrainte et non de convivialité et, d'autre part, on aura objectivement réduit la liberté des hommes et une réduction systématique, une réduction complexe.

Pour ma part, je pense, et l'histoire du monde nous le montre, que la seule démarche satisfaisante, c'est avant tout une démarche de prise d'initiatives et une démarche de prise en charge active du vivant. J'admets tout à fait qu'il faut contraindre de façon discernée mais il faut stimuler la prise en charge, il faut faire en sorte que cette énergie anthropique de dégradation qui vient de nous se retourne en elle-même par nous, et que nous ayons une énergie anthropique de reconstruction des équilibres.

Comment prendre en charge ?

Il y a une vingtaine d'années, on se posait cette question sur l'Alsace et j'ai alors proposé la notion de patrimoine. La définition que je pourrais en donner est une définition stratégique, c'est-à-dire, si je vous considère et si je me considère comme un être vivant, j'observe que je suis une société cellulaire d'un très grand nombre de milliards de cellules et, en tant qu'être complexe, mon problème de tous les jours c'est de m'adapter et de me maintenir dans un univers complexe et évolutif. Vous comme moi sommes des êtres stratégiques, en permanence nous cherchons à nous adapter, à maintenir notre identité, notre autonomie dans cet univers évolutif.

Et comment le faisons-nous ? Entre un moi qui n'est pas facile à saisir et cet univers complexe qui n'est pas facile à décrire, nous avons une pratique très simple : nous prenons dans le monde, un ensemble d'éléments matériels et immatériels qui sont centrés sur nous en tant que titulaire et qui nous aide à nous adapter, à maintenir notre autonomie, notre identité, notre capacité d'adaptation dans le temps et dans l'espace à cet univers, autrement dit en évoluant. Si vous avez tous des cravates et des chemises, c'est que vous avez un patrimoine, vous n'êtes pas à l'instant tout nu, vous gérez, dans cet univers complexe qui est le nôtre, votre autonomie, votre identité, votre capacité d'adaptation. L'idée simple de la démarche patrimoniale, c'est de dire finalement à quelles conditions les eaux souterraines en Alsace, la population des ours peuvent entrer dans la sphère patrimoniale d'un titulaire. En d'autres termes, si l'ours devient le patrimoine des Béarnais, mais pas seulement des Béarnais, des français, des gens d'Europe et du monde, si ensemble tous ces acteurs arrivent à prendre en charge de façon adéquate et à mettre cet ours dans leur sein patrimonial, je suis certain que cet ours vivra.

Nous sommes devant une question extrêmement importante et pour moi c'est une question majeure de l'humanité. Cette prise en charge de la nature ne peut se faire qu'en patrimoine commun local d'intérêt général. C'est-à-dire que l'on est allé au bout d'un système patrimonial, au bout du système romain et c'est la deuxième fois que l'on va au bout, parce que pendant le cinquième-sixième siècle le système romain s'est écroulé sur lui-même.

Qu'est-ce que le système romain ? C'est une construction de la responsabilité publique et privée, chacun dans sa boîte et tout ce qui n'est pas individuel est collectif ! Ce phénomène de prise en charge a des effets propres, à la fois tout à fait dynamiques, mais aussi négatifs sur certains plans.

Depuis un certain nombre de siècles, il y a eu une combinaison à partir de laquelle on pourrait interpréter l'histoire française, entre un monde local gaulois qui prenait les choses en charge de façon transversale et locale aux appropriations et un monde urbain qui prenait en charge dans les boîtes universelles. Aujourd'hui, le drame de la France est que cet équilibre entre les choses que l'on prenait en charge de façon commune et locale et les choses que l'on prenait en charge dans les boîtes publiques et privées s'est écroulé ! Nous n'avons plus qu'une prise en charge en boîte. Donc, toute l'optimalité d'autrefois s'est déséquilibrée.

Pour moi, il s'agit de prendre en charge des réalités de transferts qui sont de plus en plus nombreux, et les prendre en charge en patrimoine commun. « Commun » signifie que chacun est co-acteur de la prise en charge du bien commun local d'intérêt général. Pour gérer ces crises structurelles, il faut que tous les acteurs, non seulement les acteurs locaux qui sont souvent des acteurs privés ou des acteurs de même parité, s'entendent, mais il faut aussi que les niveaux du dessus s'entendent. Le vivant est l'occasion de recréer du lien et un lien volontaire de très haute qualité. Pour ce faire, il faut qu'on invente autre chose que ce qui a déjà été fait jusqu'à présent. Le vivant, ça bouge, ça vit, ça meurt, le vivant c'est nous, et nous sommes la nature et la nature est en nous, et il est illusoire de penser traiter le vivant bougeant avec des outils fixes. Ce n'est pas en protégeant des territoires de façon fixiste, ce n'est pas en apportant uniquement des démarches en terme d'investissement qu'on va gérer le vivant.

Le vivant bouge et à chaque instant nous avons à nous poser la question du pilotage du vivant.

Comment, tous ensemble dans cette communauté patrimoniale, on peut prendre en charge le vivant ? Cela se nomme une gestion par objectif de qualité, c'est-à-dire une gestion qui est en permanence centrée sur ce qui est en train de survenir. Ces démarches de pilotage nous permettront de faire des choses que l'on n'avait pas prévu.

Je prends pour exemple, la mise en place de cette gestion par objectif de qualité pour les ours des Pyrénées dans le Béarn car il s'est posé des questions complètement inattendues. Il y a eu des maladies, des épidémies qui n'avaient jamais été traitées et les acteurs ont pu se réunir pour traiter cette question d'épidémie. Cette épidémie est celle des moutons car il y a eu un problème de mise aux normes. La mise aux normes européennes telle qu'elle s'appliquait, compte tenu du mode d'organisation du pastoralisme dans le Béarn, faisait disparaître tous les bergers. Les acteurs ont mis en place, ensemble, une sorte de projet de pilotage qui était complètement en dehors du droit traditionnel, mais qui a atteint ses objectifs.

Dernier point, tous les acteurs qui sont concernés, vous comme moi, par ces réalités complexes et multi-acteurs ont un énorme problème. *Il y a un danger objectif qui est de prendre des initiatives pour un élu, pour un chef d'entreprise, pour un responsable d'association sur un territoire.*

La question de fond est d'arriver à permettre aux différents acteurs publics et privés d'avoir les moyens d'aborder ces problèmes complexes et multi-acteurs et de les résoudre. Et c'est pour cela que je suis venu à l'INA-PG³, pour mettre au point des méthodes stratégiques standards qui soient contractualisables. C'est-à-dire qu'on met au point des contrats qui permettent à des gens publics ou privés d'explorer ces situations

³ Institut National Agronomique de Paris-Grignon

complexes sans prendre trop de risques. Aujourd'hui, il nous faut construire un processus stratégique dans la prise en charge du vivant en bonne santé et qu'il soit à disposition de tous les acteurs de la société.

Le mode de développement durable : un choix politique de société

Pour conclure, je crois que la gestion du vivant nous montre une nouvelle voie pour le développement durable, une voie qui vient de l'intérieur et qui nous amène à nous ouvrir au niveau mondial. C'est donc une question socio-politique majeure : Quel type de développement durable ?

Je crois que la première urgence est de **pouvoir traiter des problèmes que l'on vit aujourd'hui ou que l'on pourrait vivre demain**. S'il y a un accident aujourd'hui, type Tchernobyl, sans que les territoires soient en posture de traitements complexes et multi-acteurs, cela signifierait la mort de ce territoire. Si par contre les territoires ont appris avec des perdrix, des ours, ou tout autre animal de ce type là, ou n'importe lesquelles des questions du vivant, à faire cette démarche politique paradoxale qui consiste, dans un premier temps, à sécuriser les appropriations et, en un deuxième temps, à permettre l'émergence d'une prise en charge de bien commun, il sera sauvé.

Donc, si vous voulez que des gens sortent des boîtes qui les protègent de la complexité, il faut d'abord sécuriser ces boîtes et en un deuxième temps organiser la sortie des boîtes vers un projet réaliste et légitime. Il est donc urgent que l'on se saisisse de toutes les réalités du vivant qui sont en train de se casser la figure, qu'on le fasse de façon sécurisée, de façon à permettre à nos sociétés de se mettre en posture pour traiter les problèmes actuels, les problèmes complexes et multi-acteurs et ceux qui ne manqueront pas d'advenir.

Deuxième point, l'autre immense nécessité est de **partir de méthodes concrètes, de procédures stratégiques standards pour agir de façon contractuelle**. Cela engage la responsabilité politique que j'ai d'ailleurs trouvée chez Jean Lasalle et qui a assumé la démarche. Il faut donc nécessairement avoir une responsabilité politique de facilitation car, aujourd'hui, l'homme politique est souvent le seul qui peut permettre l'éclosion de la prise d'initiative et qui peut donner à l'ensemble des acteurs de la société locale, nationale, internationale, une sorte de quitus de légitimité. De plus, dans une société démocratique, il est jugé sur la qualité de ce quitus, et donc, on a un système de bouclage de la responsabilité.

Aujourd'hui, nous vivons dans notre société française, une maturation de l'homme politique. L'homme politique d'il y a 50 ans était un facilitateur, un facilitateur local puis il est devenu entrepreneur, juriste. Aujourd'hui, il perd un peu les pédales. Or, demain et maintenant, on a besoin d'un homme politique qui soit capable de faciliter cette prise de décision dont je vous parlais, cette prise d'initiative stratégique.

Il y a aussi un problème de choix de société, de choix socio-politique. Aujourd'hui, je crois que l'on peut avoir, au niveau mondial, différentes formes de développement durable qui satisferont beaucoup de personnes sur le plan de l'écologie, de l'économie et même de l'activité sociologique, mais qui peuvent ne pas satisfaire l'homme sur le plan de sa destinée, sur le plan de ce qu'il est lui-même. Je pense, aujourd'hui, qu'il y a aussi des modes socio-politiques qui ne sont pas durables et qu'il y a des modes de développement durable qui sont politiquement discutables et des modes politiques relativement acceptables.

L'un des enjeux majeurs de cette démarche se situe dans le sens de la notion de patrimoine commun de l'humanité. Aujourd'hui se construit l'organisation planétaire de l'humanité et se construit le positionnement non seulement des hommes mais aussi des idées, des valeurs, des façons de concevoir la personne humaine. Et il est très possible qu'on ait un classement de la notion de patrimoine commun de l'humanité vers des formes très collectives, discrètes et qui aboutiront à se mettre dans de mauvaises voies.

Je pense que nous, français, qui pendant 20 siècles avons essayé de concilier les Gaulois et les Romains, c'est-à-dire la gestion commune et la gestion individuelle ou collective, nous avons quelque chose à apporter en France et à tous les pays qui ont lu les Droits de l'Homme que nous avons exportés en terme politique. Aujourd'hui, nous laissons des pays qui ont pris nos valeurs politiques, mettre des choses en boîtes. Je ne veux pas aller trop loin parce que j'aime beaucoup les Anglo-Saxons et je pense que l'on a un débat avec eux qui est de très haut niveau. Mais je dis que si nous n'avons pas d'approches construites qui maintiennent notre édifice droit et qui l'adaptent, alors, nous perdons le coche au niveau mondial et on le perd certainement pour nous.

Enfin, pour conclure, je pense que nous avons à **concilier nos valeurs universalistes de liberté, d'égalité, de fraternité avec la réalité des processus intégrateurs du vivant.** On peut dire tout ce que l'on veut ; si les ours disparaissent, ils disparaîtront ; si on se rend compte que d'un coup on a fait des mauvais choix en matière d'alimentation, on les subira. Il y a donc, d'un côté, nos valeurs et, de l'autre, les réalités du vivant qu'il nous faut harmoniser. Je crois qu'il faut être réaliste et qu'il faut poser cette question de la société dès aujourd'hui. Enfin, je crois que l'on est au cœur d'une mutation patrimoniale et je pense que Sol et Civilisation a intuitivement depuis longtemps l'idée qu'il faut prendre des initiatives, et je crois que c'est peut-être le seul lieu où on ait pu le faire de façon conviviale.